

Délibération n°2024\_07\_02\_8

Objet : Convention entre l'ANTAI et la commune de Pérols relative au traitement des avis de fourrière -  
Autorisation de signature

**DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL**  
**SÉANCE DU MARDI 2 JUILLET 2024**

L'an deux mille vingt quatre, le deux juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le mercredi 26 juin 2024, s'est réuni à 19h00, au lieu ordinaire des séances, salle YVES ABRIC, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 19**

**Nombre de membres représentés : 9**

**Secrétaire de séance : Patricia NIVESSE**

**Présents :**

Jean-Pierre RICO - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRALT - Olivier BOUDET - Françoise BERTOUY - Patricia NIVESSE -  
Brigitte RODRIGUEZ - Colette MORETEAU - Maryline BENEDETTI - Michel LITTON - Francine BOYER - Fabrice  
IRANZO - Benoît DELTOUR - Romain CASAS-MATEU - Karine BREITHEL - Philippe CATTIN-VIDAL - Patrick PASQUIER -  
Caroline SAROCHAR - Cathy PROST

**Absents représentés :**

Mario MARCOU pouvoir à Jean-Pierre RICO - Jean-Marc MALEK pouvoir à Maryline BENEDETTI - Jean-Marc  
LEÏENDECKERS pouvoir à Francine BOYER - Pascale MARCHAL pouvoir à Fabrice IRANZO - Laurie BELTRA pouvoir à  
Olivier BOUDET - Quentin BOINET pouvoir à Xavier MIRALT - Peggy DE KERPOISSON pouvoir à Patrick PASQUIER -  
Muriel POUJOL pouvoir à Philippe CATTIN-VIDAL - Laurent TATON pouvoir à Caroline SAROCHAR

**Absent :**

Bernadette CONTE-ARRANZ

Le quorum étant atteint, l'assemblée peut délibérer.

---

**Monsieur Jean-Pierre RICO, Maire, rapporte :**

Considérant le Code de la route, et notamment ses articles L.325-13, R.325-12-1, R. 325-31 et R. 325-32 ;

Considérant le décret n°2011-348 du 29 mars 2011 modifié portant création automatisée des infractions ;

Considérant le décret n°2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles ;

Le décret n° 2020-775 du 24 juin 2020 relatif aux fourrières automobiles prévoit la création d'un système d'information (SI) national centralisé de gestion des fourrières (ci-après « le SI-Fourrières »), dont l'usage est obligatoire pour les fourrières gérées par l'État, et facultatif pour celles gérées par les collectivités territoriales au titre de l'article L. 325- 13 du Code de la route.

L'objectif du SI-Fourrières est de gérer de façon informatisée la totalité du processus, allant de la mise en fourrière aux différentes issues possibles (restitution du véhicule, vente ou destruction), et de procéder à l'édition au format papier des documents non dématérialisables. En particulier, ce système d'information couvre la phase de notification au titulaire du certificat d'immatriculation, le mettant en demeure de venir récupérer son véhicule sous un délai contraint, conformément aux dispositions des articles R. 325-31 et R. 325-32 du Code de la route, ainsi que les éventuelles relances subséquentes (étant précisé que le recouvrement forcé ne fait pas partie du périmètre du projet pour l'instant).

Ce système d'information est placé sous la responsabilité de la délégation à la sécurité routière (ci-après dénommée DSR), qui a confié à l'ANTAI, Établissement Public Administratif (EPA) sous tutelle du ministère de l'Intérieur, la mission d'assurer l'édition et l'envoi des avis pour le compte des prescripteurs de mise en fourrière et des gestionnaires de fourrière qui le souhaitent, hors toute activité de recouvrement ou de support aux usagers, son statut lui permettant d'intervenir en qualité de prestataire de collectivités territoriales.

La présente convention est proposée aux collectivités territoriales ayant qualité de gestionnaire de fourrière ou de service prescripteur de mise en fourrière et souhaitant confier à l'ANTAI la gestion du service de publipostage vers les usagers résidant en France, titulaires de certificats d'immatriculation français.

Cette convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage, au nom et pour le compte de la collectivité territoriale, à notifier l'avis de mise en fourrière, dans le cadre de l'article R. 325-31 du Code de la route et à traiter les retours des accusés de réception et des plis non distribués.

La présente convention prend effet à compter de sa signature par la Commune et prendra fin le 31 décembre 2025.

Le traitement d'un avis de mise en fourrière envoyé en lettre recommandée et le traitement de son retour courrier s'élève à 1,67 € par avis envoyé.

A ce montant, s'ajoute l'affranchissement refacturé pour chaque courrier envoyé selon le tarif en vigueur à La Poste.

Le prix sera révisé chaque année selon les modalités prévues dans la convention.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Autoriser Monsieur le Maire ou son représentant à signer la convention ci-annexée et toutes les pièces afférentes,
- Inscrire les crédits au budget de l'exercice.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Secrétaire de séance,  
Patricia NIVASSE



Fait à Pérols, le 4 juillet 2024

Le Maire,  
Jean-Pierre RICO



Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou notification.